



**Monsieur le Président,**

Le 2 juillet 2026, la DGFIP annonçait la poursuite de son plan social déguisé à travers un nouveau projet présenté sous le nom d'« adaptation du réseau territorial » prolongement du Nouveau Réseau de Proximité.

Une appellation bien orwellienne : car derrière cette prétendue proximité se cache une nouvelle étape du démantèlement de notre réseau et de l'éloignement des usagers de leurs services publics.

Plus de **330 services ou sites doivent être supprimés ou regroupés**, alors même que la Direction s'était engagée à stabiliser le réseau jusqu'à la fin de l'année 2026.

En Vaucluse, la première vague 2027 à 2028 concerne notamment les SIE et SIP Nord Vaucluse, les SGC de Monteux, Vaison et Pertuis, plusieurs trésoreries hospitalières, les SPFE d'Orange et d'Avignon, la Paierie départementale et le SGC d'Avignon.

Pour la CGT Finances publiques, ces restructurations ne constituent pas de simples réorganisations administratives.

Elles bouleversent durablement **les conditions de travail, les collectifs, l'organisation des services et la qualité du service public rendu aux usagers.**

Depuis des années, suppressions d'emplois, fermetures et regroupements, transferts de missions et concentration des activités ont profondément fragilisé notre administration.

Et aujourd'hui, on demande une nouvelle fois aux agents de **faire toujours plus avec toujours moins.**

Derrière les tableaux d'effectifs et les organigrammes, ce sont des agents qui doivent supporter des changements incessants : nouvelles missions, nouveaux collectifs de travail, changements de résidence administrative, allongement des trajets, perte de repères professionnels, transferts de compétences et surcharge de travail.

Mais au-delà de la liste des services sacrifiés, une question fondamentale se pose : **quel est l'objectif réel de ces restructurations ?**

Tout démontre qu'il ne s'agit pas d'améliorer le service public, mais de réaliser des économies budgétaires en répondant à la commande politique. Et, pour atteindre cet objectif, les usagers et les agents deviennent une fois encore les variables d'ajustement.

Aujourd'hui, cette instance est pourtant réunie pour examiner les conséquences de ces restructurations sur **la santé, la sécurité et les conditions de travail des agents.**

Et que nous présente la Direction ?

### **Pas d'étude d'impact sérieuse.**

Les documents transmis sont incomplets, parcellaires et largement constitués d'éléments de langage.

Nous ne disposons même pas d'une vision complète du projet : les restructurations annoncées concernent 2027 et 2028, mais **rien n'est présenté concernant 2029 et 2030**. Comment demander aux agents de se projeter dans leur avenir professionnel lorsque la Direction elle-même refuse de leur donner une vision de l'avenir de leur service ?

Aucune véritable analyse n'est produite sur **les conséquences personnelles et familiales** : temps de trajet supplémentaires, organisation familiale, garde des enfants, contraintes de transport... Personne n'a pris la peine d'interroger en amont les agents concernés.

Aucune analyse sérieuse n'est davantage présentée sur **les risques psychosociaux** et les conséquences de ces réorganisations sur la santé des personnels.

Pire encore, sur certains services, les agents ont été confrontés à des informations contradictoires, voire à une véritable opacité concernant leur avenir. Nous pouvons notamment citer le cas du **SIE de Carpentras**, dont le devenir a été annoncé pendant plusieurs années en direction du Hameau de Serres, avant que d'autres hypothèses apparaissent aujourd'hui.

### **Où est la transparence ? Où est l'anticipation ? Où est le dialogue social ?**

Nous ne trouvons pas davantage d'étude sérieuse de la charge de travail, ni au niveau national ni au niveau local.

La Direction reconnaît elle-même ne pas être en mesure de mesurer précisément les conséquences de certaines évolutions majeures, comme la facturation électronique ou les évolutions d'Hélios.

Dans ces conditions, comment peut-elle prétendre déterminer aujourd'hui le nombre d'agents nécessaires demain ?

La logique est pourtant claire : **on restructure d'abord, on supprime des emplois ensuite, et on découvrira les conséquences après.**

C'est précisément cette logique que la **CGT Finances Publiques du Vaucluse** refuse.

Nous dénonçons la mascarade **de dialogue social** qui nous est proposé aujourd'hui. Une véritable étude d'impact aurait dû permettre d'identifier les conséquences humaines, professionnelles, familiales et organisationnelles de ces restructurations.

Parce qu'il ne peut y avoir de véritable dialogue social sans informations complètes, sans étude d'impact et sans possibilité de discuter réellement du bien-fondé du projet, la CGT Finances Publiques du Vaucluse considère que les conditions ne sont pas réunies pour examiner sérieusement ses conséquences sur la santé, la sécurité et les conditions de travail.

**Pour les usagers, pour la qualité du service public et pour les agents de la DGFIP, nous demandons l'abandon immédiat de ce projet de restructuration.**

La consultation des représentants du personnel ne doit pas consister à nous demander de prendre acte de décisions déjà arrêtées.

**Le dialogue social doit permettre de discuter du projet , des conséquences lorsque cela est nécessaire, de le modifier ou de l'abandonner.**

### **Pour la CGT, la proximité ne se décrète pas**

La CGT Finances publiques refuse que la notion de proximité soit réduite à une simple présence administrative minimale avec la multiplication des EFS.

La proximité, c'est permettre aux usagers d'accéder à un **véritable service public**, avec des agents suffisamment nombreux, formés, disponibles et disposant des moyens nécessaires pour exercer correctement leurs missions.

C'est également permettre aux agents de travailler dans de bonnes conditions, avec des collectifs stables, des qualifications reconnues et des garanties statutaires respectées.

Nous revendiquons donc :

- **l'arrêt du NRP 2 et des restructurations qui dégradent les services et les conditions de travail ;**
- **l'arrêt des suppressions d'emplois et le recrutement d'agents titulaires à hauteur des besoins réels ;**
- **le maintien et le renforcement d'un véritable réseau de proximité ;**
- **la réalisation d'études d'impact complètes, contradictoires et sincères avant toute réorganisation ;**
- **la suspension de tout projet tant que ses conséquences sur la santé, la sécurité et les conditions de travail n'ont pas été sérieusement évaluées ;**
- **la communication aux représentants du personnel de toutes les données nécessaires : effectifs, charge de travail, missions transférées, fiches de poste, impacts immobiliers, déplacements et mesures d'accompagnement ;**
- **la reconnaissance des qualifications, de l'engagement et du travail des agents.**

**Pour toutes ces raisons les élus CGTFIP84 voteront contre ce projet.**